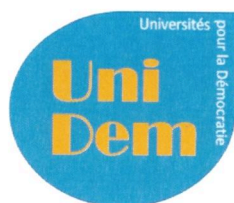


ROYAUME DU MAROC



MINISTÈRE DE LA RÉFORME DE  
L'ADMINISTRATION ET DE LA  
FONCTION PUBLIQUE



CDL-UD(2017)034  
Or. fr

**COMMISSION EUROPEENNE POUR LA DEMOCRATIE PAR LE DROIT  
(COMMISSION DE VENISE)**

en coopération avec

**LE MINISTÈRE DE LA RÉFORME DE L'ADMINISTRATION ET DE LA  
FONCTION PUBLIQUE DU ROYAUME DU MAROC**

**Séminaire régional pour les hauts cadres de l'administration  
UniDem Med**

**“PREVENTION DE LA CORRUPTION ET PROMOTION  
DE L'INTEGRITE DANS LE SERVICE PUBLIC :  
EXPERIENCES PARTAGEES”**

**Centre International de Conférences  
Skhirat, Maroc**

**25 - 28 septembre 2017**

**L'INTEGRITE, PIERRE ANGULAIRE DE LA REFORME DE LA FONCTION  
PUBLIQUE**

par

**M. Gianluca ESPOSITO**

**(Secrétaire Exécutif du Groupe d'Etats contre la Corruption (GRECO),  
Conseil de l'Europe)**



# LOBBYING & RISQUES DE CORRUPTION

Gianluca Esposito

Secrétaire Exécutif du GRECO



Group of States against Corruption

Groupe d'États contre la corruption



CONSEIL DE L'EUROPE

## GRECO – Groupe d’Etats contre la Corruption

- Créé en 1999 par le Conseil de l’Europe
- 49 membres
- Europe & au-delà (USA, Tunisie en cours)
- Traités du Cde contre la corruption
- Organe de monitoring anti-corruption du Cde
  - Evaluation mutuelle et pression par les pairs
  - Evaluation par cycle
  - Procédure de conformité



Group of States against Corruption

Groupe d'États contre la corruption



CONSEIL DE L'EUROPE

## GRECO – Groupe d'Etats contre la Corruption

- 18 ans ~ 500 rapports de monitoring couvrant 4 cycles d'évaluation
  - Instances nationales (Indépendance, spécialisation) & immunités (1<sup>er</sup> cycle)
  - Administration publique, abus de personnes juridiques, corruption & blanchiment, taxes...(2<sup>e</sup> cycle)
  - Incrimination, financement politique (3<sup>e</sup> cycle)
  - Prévention de la corruption des parlementaires, juges et procureurs (4<sup>e</sup> cycle)
- 2017 début 5<sup>e</sup> cycle d'évaluation: gouvernements centraux et forces de police



Group of States against Corruption

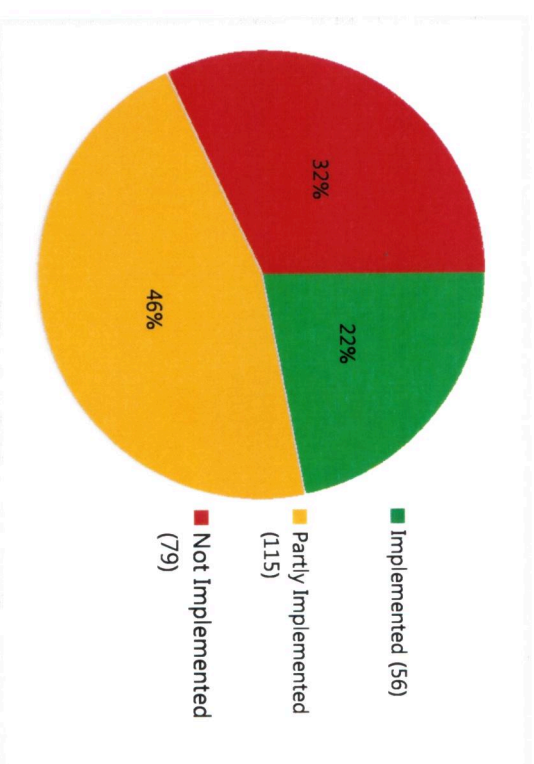
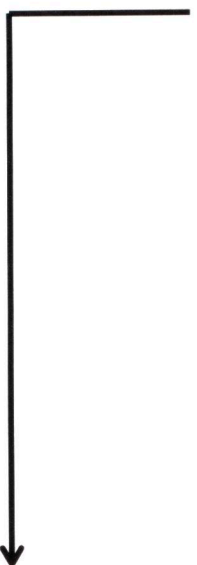
Groupe d'Etats contre la corruption



CONSEIL DE L'EUROPE

# GRECO - 4<sup>e</sup> cycle d'évaluation

- Parlementaires, juges et procureurs
- Commencé en 2012
- 46/49 pays évalués
- Conformité au 31/12/16



# GRECO - 4<sup>e</sup> cycle d'évaluation

## Contexte

- Lobbying et contacts avec des tiers
  - « représentation d'intérêts spécifiques par le biais d'une communication auprès d'un agent public en tant que partie d'une action à la fois structurée et organisée visant à influencer la prise de décision publique » (CdE CM/Rec(2017)2)
- Lobbying ≠ Corruption
- Lobbying fait partie de la démocratie (liberté d'expression, des activités politiques et de la participation à la vie publique)



Group of States against Corruption

Groupe d'États contre la corruption



CONSEIL DE L'EUROPE

# GRECO - 4<sup>e</sup> cycle d'évaluation

## Exemples

- Un agent public reçoit des invitations onéreuses et un traitement VIP incluant la famille, des services « spéciaux » etc.
- Un agent public est invité à prendre la parole à un événement et rémunéré de manière disproportionnée
- Un agent public se voit offrir des avantages en nature pour l'aider dans son travail : logement offert pendant les sessions, véhicules et assistants pris en charge par des sociétés
- Argent ou autre soutien bénéficient au parti politique ou groupe politique de l'agent public (financement politique illicite ou pas)



Group of States against Corruption

Groupe d'États contre la corruption



CONSEIL DE L'EUROPE

# GRECO - 4<sup>e</sup> cycle d'évaluation

## Risques

Risques  
(menaces - vulnérabilités - conséquences)

Pas de règles

Manque de  
transparence  
& pratiques  
opaques

Risques de  
corruption  
élevés

Impact sur la  
démocratie



Group of States against Corruption

Groupe d'États contre la corruption



COUNCIL OF EUROPE

CONSEIL DE L'EUROPE



# GRECO - 4<sup>e</sup> cycle d'évaluation

## Résultats du monitoring

- Principalement focalisé sur les parlementaires, mais aussi les juges et les procureurs
- Réglementations insuffisantes ou inadéquates: 11% des recommandations du GRECO concernent le lobbying et les contacts avec des tiers (y compris APCE)
- 5<sup>e</sup> cycle d'évaluation – gouvernement



Group of States against Corruption

Groupe d'États contre la corruption



CONSEIL DE L'EUROPE

# GRECO - 4e cycle d'évaluation

## Recommandations

- Lobbying concerne 2 volets : (i) parlementaires (ou autre agent public) et (ii) lobbyistes
- Parlementaires
  - Plus de transparence concernant interaction parlementaires-lobbyistes
  - Lignes directrices pour parlementaires sur comment interagir avec lobbyistes, y compris monitoring et sanctions
  - Parlementaires pas lobbyistes eux-mêmes
  - Déclaration d'intérêts, etc... (initiale et ad hoc)



Group of States against Corruption

Groupe d'États contre la corruption



CONSEIL DE L'EUROPE

# GRECO - 4e cycle d'évaluation

## Recommandations

- Lobbyistes: création d'un Registre des lobbyistes
  - le nom et les coordonnées du lobbyiste;
  - l'objet des activités de lobbying; l'identité de son client ou employeur, le cas échéant;
  - les lobbyistes devraient fournir à l'agent public concerné des informations précises et exactes sur leur mission de lobbying ; agir honnêtement et de bonne foi dans le cadre des missions de lobbying et dans tous leurs contacts avec des agents publics ; s'abstenir d'exercer une influence abusive et indue sur des agents publics et sur le processus de décision publique; éviter les conflits d'intérêts.



Group of States against Corruption

Groupe d'États contre la corruption



CONSEIL DE L'EUROPE

# Nouvelles tendances

- Parlementaires qui cherchent à devenir lobbyistes eux-mêmes
- Ex-parlementaires ou ex-ministres qui commencent une activité de lobbyiste et « vendent » ainsi leur connaissance des mécanismes, leur carnet d'adresses et contacts politiques
- Lobbying se confond avec conseil en communication et relations publiques + les grosses sociétés embauchent des (ex) personnalités de haut rang pour des fonctions de représentation et de facilitateurs
- Lobbying pour des Pays étrangers



Group of States against Corruption

Groupe d'États contre la corruption



CONSEIL DE L'EUROPE

# Lobbying vs. Trafic d'influence

- Trafic d'influence
  - ....*affirmer ou confirmer être capable d'exercer une influence sur la prise de décision*.....
  - Beaucoup de Pays continuent d'avoir des difficultés pour incriminer
  - Argument souvent mis en avant : éviter confusions avec des formes légitimes de lobbying
  - Or, si le lobbying est suffisamment bien encadré et transparent, les risques de confusion sont en principe réduits



Group of States against Corruption

Groupe d'États contre la corruption



CONSEIL DE L'EUROPE

# Conclusions

- Liberté d'expression, des activités politiques et de la participation à la vie publique; égalité d'accès aux pouvoirs publics et à l'information
- Cadre juridique, transparence and intégrité du lobbying



Group of States against Corruption  
Groupe d'États contre la corruption



COUNCIL OF EUROPE  
CONSEIL DE L'EUROPE

# Questions?

## Merci

[gianluca.esposito@coe.int](mailto:gianluca.esposito@coe.int)